

## VERTALING

24 NOVEMBER 1983. — Besluit van de Executive van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden en van de plaatsvervangende leden van de franstalige Beroepskamer van de provincie Luik, opgericht door de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, inzonderheid op artikel 70;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1977 betreffende de Beroepskamers opgericht door de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1982 houdende regeling van hun werking;

Gelet op de voordrachten van de Bestendige Deputatie voor de franstalige Beroepskamer van de provincie Luik;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België,

Besluiten :

Artikel 1. Worden benoemd tot leden en tot plaatsvervangende leden van de franstalige Beroepskamer van de provincie Luik, opgericht door de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de personen waarvan de namen volgen :

A. Leden rechtstreeks benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort :

a) Werkende leden :

1. de heer W. Fuyen, Large voie 110, 4400 Herstal;

2. de heer J. Libert, rue Leclercq 48, 4610 Beyne-Heusay.

b) Plaatsvervangende leden :

1. de heer A. Ferri, rue des Potelles, 5429 Wanze;

2. de heer Maurice Demolin, rue Forcechevaux 12, 4330 Crace-Hollogne.

B. Leden door de Minister benoemd op voordracht van de Bestendige Deputatie :

a) Werkende leden :

1. de heer N. Joncker, Quai de Rome 48, 4000 Liège;

2. de heer A. Godelet, Quai de Compiègne 2, 5200 Huy.

b) Plaatsvervangende leden :

1. de heer J.M. Gouthier, avenue E. Digneffe 50, 4000 Liège;

2. Mevr. M. Smitz-Leuer, rue Kennedy 16, 4050 Esneux.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 10 december 1983.

Brussel, 24 november 1983.

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België,

R. URBAIN

5 JANVIER 1984. — Arrêté de l'Exécutif réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création ou l'agrandissement d'établissements hôteliers

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 1er, § 2;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions, donné le 29 septembre 1983;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1er. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut accorder une prime pour des acquisitions et des travaux de constructions, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipements hôteliers.

Par établissements hôteliers, il faut entendre les établissements visés par la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers et par l'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers.

Art. 2. Les demandes d'octroi de la prime sont adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

Les demandes sont établies en double exemplaire et sont accompagnées de tous les documents et renseignements utiles et au moins :

a) d'une copie conforme du permis de bâtir, prévu à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme;

b) d'un plan coté du travail envisagé ou réalisé;

c) d'un avant-projet estimatif avec métré descriptif et prix unitaire;

d) d'un relevé des acquisitions envisagées ou réalisées avec les offres et prix unitaires;

e) d'un plan détaillé du financement.

Art. 3. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime :

a) les travaux de gros œuvre et de parachèvement, immeubles par nature, comme terrassement, maçonnerie, menuiserie, vitrerie, carrelage, revêtement de mur, enduisage, peinture, etc.;

b) les installations suivantes, lorsqu'elles sont réalisées dans les locaux communs ou dans les chambres réservées à la clientèle :

— chauffage central;

— eau chaude et froide;

— déversement aux égouts;

— gaz et électricité;

— appareils téléphoniques;

- conditionnement d'air;
- appareils sanitaires;
- ascenseurs, monte-plats et monte-charge.

**Art. 4.** L'octroi de la prime est subordonné aux conditions suivantes :

1° en cas de modernisation d'un établissement hôtelier, les acquisitions et les travaux d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement doivent servir à accroître le confort de la clientèle ou à augmenter la capacité d'hébergement de l'établissement;

2° les acquisitions et travaux doivent être exécutés au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant l'exercice budgétaire au cours duquel la demande est introduite et au plus tard à la fin de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime;

3° le demandeur doit s'engager à rembourser le montant de la prime si, sans l'autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions et des travaux est modifiée dans un délai de cinq ans, commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime.

**Art. 5.** La prime s'élève à 30 p.c. du coût des acquisitions et des travaux exécutés, sans qu'elle puisse être supérieure à 1 200 000 francs.

Aucune prime n'est accordée si le coût des acquisitions et des travaux exécutés est inférieur à 200 000 francs.

Le montant global des primes accordées est limité à 1 200 000 francs par établissement hôtelier, même si ce montant est attribué en plusieurs fractions et même s'il y a changement de propriétaire.

**Art. 6.** La prime est liquidée :

a) au propriétaire qui exploite personnellement l'établissement hôtelier;

b) à l'exploitant-locataire qui finance lui-même les acquisitions ou les travaux; en cas de travaux, sur présentation d'une attestation du propriétaire de l'établissement hôtelier, prouvant son

accord sur l'exécution des travaux entrepris par le locataire et sur les modalités de contrôle mentionnées à l'article 7, dans le cas où l'exploitant locataire quitterait l'établissement.

**Art. 7.** La personne qui demande l'octroi d'une prime permet par ce fait même au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, de faire procéder sur place, par ses fonctionnaires, aux vérifications jugées utiles ou nécessaires.

**Art. 8.** Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions sollicite, sur l'opportunité de l'octroi de la prime, l'avis motivé du Comité technique de l'hôtellerie créé par l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au tourisme.

A défaut d'avis donné dans un délai d'un mois à compter de la date de la convocation du Comité, il peut être passé outre.

**Art. 9.** La prime ne sera liquidée qu'après acquisition du matériel ou après achèvement des travaux de construction, d'aménagement et d'équipement pour lesquels la prime a été octroyée et sur production des pièces de dépenses.

**Art. 10.** Le bénéficiaire de la prime est tenu de souscrire un engagement conforme au modèle annexé au présent arrêté.

**Art. 11.** Sont abrogés en ce qui concerne la Communauté française :

1° l'arrêté royal du 8 mai 1967 réglant l'octroi de primes pour la modernisation et la construction d'établissements hôteliers, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> juin 1977, 27 septembre 1977 et 30 mars 1981;

2° l'arrêté ministériel du 9 mai 1967 réglant la procédure d'introduction des demandes de primes pour la modernisation et la construction d'établissements hôteliers.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

**Art. 13.** Le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 janvier 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,  
Ph. MOUREAUX

#### Annexe

#### *Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une prime pour la modernisation et la construction d'établissements hôteliers*

Le soussigné .....  
reconnait avoir reçu de la Communauté française, Commissariat au Tourisme, une somme de .....  
francs à titre d'intervention dans les dépenses relatives à ..... et affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 janvier 1984.

Il s'engage dès lors à rembourser la prime si, sauf autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions et des travaux n'est pas maintenue jusqu'au 31 décembre ...

Fait à ....., le .....

Vu pour être annexé à notre arrêté du 5 janvier 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,  
Ph. MOUREAUX

## VERTALING

**5 JANUARI 1984. — Besluit van de Executieve tot regeling van de toekenning van premies met het oog op het bevorderen van de modernisering, de oprichting of de uitbreiding van hotelinrichtingen**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 29 september 1983;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

**Besluiten :**

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort een premie voor aankopen en bouw-, inrichtings-, uitbreidings- en de uitrustingswerken van hotelinrichtingen verlenen.

Onder hotelinrichtingen moeten worden verstaan de inrichtingen bedoeld in de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van de hotelinrichtingen en in het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van hotelinrichtingen.

**Art. 2.** De premieaanvragen worden bij aangetekende brief gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

De aanvragen worden in duplo opgemaakt en worden vergezeld van alle dienstige bescheiden en inlichtingen, inzonderheid :

- a) een eensluidend afschrift van de bouwvergunning, voorgescreven bij artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw;
- b) een plan met maten van het te verrichten of uitgevoerde werk;
- c) een ramend voorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijs;
- d) een opgave van de overwogen of uitgevoerde aankopen met de offerten en de eenheidsprijzen;
- e) een omstandig financieringsplan.

**Art. 3.** Kunnen in aanmerking komen voor de toekenning van een premie :

- a) ruwbouw- en voltooiingswerken, onroerend van nature, inzonderheid grondwerk, metselwerk, schrijnwerk, glaswerk, vloerbekleding, muurbekleding, plamuunwerk, schilderswerk, enz.;
- b) de volgende installaties, wanneer zij worden aangebracht in de lokalen voor algemeen gebruik of in de kamers bestemd voor de klanten :
  - centrale verwarming;
  - warm en koud water;
  - afvoer in de rioelen;
  - gas en elektriciteit;
  - telefoonapparaten;
  - luchtregeling;
  - sanitaire toestellen;
  - liften, bordenliften en goederenliften.

**Art. 4.** De toekenning van de premie hangt af van de volgende voorwaarden :

- 1° in geval van modernisering van een hotelinrichting moeten de aankopen en de inrichtings-, uitbreidings- en uitrustingswerken, bijdragen tot het verhogen van het comfort van de klanten of tot het verhogen van de accommodatie van de inrichting;
- 2° de aankopen en werken moeten worden uitgevoerd ten vroegste op 1 januari van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat waarin de aanvraag wordt ingediend en ten laatste op

het einde van het jaar dat volgt op dat waarin de premie op de begroting is aangerekend;

3° de aanvrager moet zich ertoe verbinden het bedrag van de premie terug te betalen indien hij, zonder de toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, de bestemming van de aankopen en van de werken wijzigt gedurende een termijn van vijf jaar ingaande op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin de premie op de begroting is aangerekend.

**Art. 5.** De premie bedraagt 30 pct. van de kosten van de aankopen en van de uitgevoerde werken en mag niet hoger zijn dan 1 200 000 frank.

Geen premie wordt toegekend als de kosten van de aankopen en van de uitgevoerde werken minder bedragen dan 200 000 frank.

Het globaal bedrag van de toegekende premies blijft beperkt tot 1 200 000 frank per hotelinrichting, zelfs indien dit bedrag in verscheidene gedeelten wordt toegekend en zelfs indien er verandering van eigenaar is.

**Art. 6.** De premie wordt uitgekeerd :

- a) aan de eigenaar die zelf de hotelinrichting exploiteert;
- b) aan de exploitant-huurder die zelf de aankopen of werken financiert; in geval van werken, op voorlegging van een attest van de eigenaar van de hotelinrichting waaruit blijkt dat deze instemt met de uitvoering van de werken die door de huurder worden ondernomen en met de toezichtsmodaliteiten vermeld in artikel 7, in het geval dat de exploitant-huurder de inrichting zou verlaten.

**Art. 7.** De persoon die een premie vraagt, staat reeds daardoor toe, dat de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn ambtenaren ter plaatse het dienstige of nodig geoordeelde onderzoek doet verrichten.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort vraagt aan het Technisch Comité van het Hotelwezen, opgericht bij het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat Generaal voor Toerisme, een met redenen omkleed advies uit te brengen over de opportuniteit de premie toe te kennen.

Bij gebrek aan advies gegeven binnen een termijn van één maand met ingang van de datum van de bijeenroeping van het Comité, mag daaraan voorbijgegaan worden.

**Art. 9.** De premie wordt slechts uitgekeerd na de aankoop van het materieel of na de uitvoering van de bouw-, inrichtings-, uitbreidings- en uitrustingswerken waarvoor de premie is verleend en op voorlegging van de betaalstukken.

**Art. 10.** Hij die een premie ontvangt moet een verbintenis ondertekenen naar het bij dit besluit gevoegde model.

**Art. 11.** Worden ingetrokken, wat de Franse Gemeenschap betreft :

- 1° het koninklijk besluit van 8 mei 1967 tot regeling van de toekenning van premies voor het moderniseren en het bouwen van hotelinrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juni 1977, 27 september 1977 en 30 maart 1981;
- 2° het ministerieel besluit van 9 mei 1967 waarbij regelen worden gesteld voor het indienen van de aanvragen om premies voor het moderniseren en het bouwen van hotelinrichtingen.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 januari 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

## Bijlage

Formulier van de verbintenis te ondertekenen door de begunstigde van een premie voor het moderniseren en het bouwen van hotelinrichtingen

De ondergetekende . . . . .  
 erkent van de Franse Gemeenschap, Commissariaat voor Toerisme, een som van . . . . . frank te hebben ontvangen als tussenkomst in de uitgaven voor . . . . .  
 en hij bevestigt kennis te hebben genomen van al de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 januari 1984.  
 Derhalve verbindt hij zich ertoe de ontvangen premie terug te betalen als de bestemming van de aankopen en van de werken, behoudens machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, niet gehandhaafd blijft tot 31 december . . . . .  
 Gedaan te . . . . ., op . . . . .

(handtekening)

Ons bekend om te worden gevoegd bij ons besluit van 5 januari 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
 De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

## OFFICIËLE BERICHTEN

## MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

## Bestuur van het Vervoer

Vervoer van gevaarlijke goederen  
in kunststofhouders

Aanvulling van de lijst der goedgekeurde kunststofhouders met een inhoud kleiner dan 60 liter, bedoeld in de overeenkomst tussen België en Nederland betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klassen 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 6.1 en 3 (zie *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 1983, blz. 9894).

Kenteken	Fabrikanten zie hiernavolgende lijst
B-IBE-BVI-TDGV 81119	26
B-IBE-BVI-TDGV 83149	22
B-IBE-BVI-TDGV 83150	28
B-IBE-BVI-TDGV 83151	34
NL-TNO-35/83-DGV 138	32
NL-TNO-34/83-DGV 139	32
NL-TNO-73/83-DGV 141	14
NL-TNO-75/83-DGV 142	32

## Fabrikanten.

14. Wiva B.V.  
 Soevereinstraat 1  
 Postbus 235  
 4900 A.E. Oosterhout  
 Nederland.

## AVIS OFFICIELS

## MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

## Administration des Transports

Transport de marchandises dangereuses  
dans des fûts en matière plastique

Annexe à la liste de récipients agréés en matière plastique en capacité inférieure à 60 litres, visés par l'accord entre la Belgique et les Pays-Bas, relatif au transport de certaines marchandises dangereuses des classes 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 6.1 et 8 (voir *Moniteur belge* du 3 août 1983, page 9894).

Marquage	Fabrikants voir liste ci-après
B-IBE-BVI-TDGV 81119	26
B-IBE-BVI-TDGV 83149	22
B-IBE-BVI-TDGV 83150	28
B-IBE-BVI-TDGV 83151	34
NL-TNO-35/83-DGV 138	32
NL-TNO-34/83-DGV 139	32
NL-TNO-73/83-DGV 141	14
NL-TNO-75/83-DGV 142	32

## Fabricants.

14. Wiva B.V.  
 Soevereinstraat 1  
 Postbus 235  
 4900 A.E. Oosterhout  
 Nederland.